

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 14/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FM France

ZI rue de l'Europe
BP 80236
57372 PHALSBOURG

Références : VAT20220745
Code AIOT : 0010013005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement FM France implanté ZAC de Saint Eutrope 45300 ESCRENNES. L'inspection a été annoncée le 06/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France
- ZAC de Saint Eutrope 45300 ESCRENNES
- Code AIOT : 0010013005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site d'Escrennes a été autorisé par arrêté préfectoral du 25/04/2017. Le pétitionnaire a demandé des modifications des bâtiments, des cellules et des conditions d'exploitation en 2018, avant le lancement de la construction. Ces modifications ont été actées par arrêté complémentaire codificatif du 11/02/2019.

Suite à une nouvelle demande de modifications portant sur l'extension de la plate-forme logistique et la modification de plusieurs cellules et des conditions d'exploitation des installations, un nouvel arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 03/08/2020. Enfin à la suite de la mécanisation d'une cellule, un nouvel arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 22/06/2021

L'établissement a fait l'objet d'un document d'information sur les risques industriels en vu de la rédaction d'un porter-à-connaissance sur les risques technologiques le 20 mars 2019. Ce porter-à-connaissance est destiné à prévenir l'expansion de l'urbanisme sur les parcelles exposées aux fumées toxiques incendie entre 15 et 30 mètres de hauteur.

Il s'agit d'une plateforme logistique qui gère des matières premières et des produits finis pour de grands comptes du secteur de la parfumerie. L'établissement relève du statut Seveso seuil haut au titre de la nature et des quantités de substances, produits, mélanges susceptibles d'être présents sur site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection
- Etat des stocks
- Récolement de la chaîne mécanisée
- Ateliers de charge des chariots
- Action nationale sous-traitants
- SGS appliqué à la maîtrise des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques de l'établissement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 – flux thermiques	AP Complémentaire du 14/07/2020, article 8.3.5.1	NC2	Sans objet
5	Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 – Conception sprinklage	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 8.10.1	NC4	Sans objet
7	Etat des stocks à usage de l'administration	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
9	Seveso seuil haut – Formation aux risques et aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 5 – alinéa 3	/	Sans objet
15	Système de gestion de la sécurité - Sonde de détection gaz	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.9	/	Sans objet
16	Connaissance des MMR et barrières	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 8.1.1	/	Sans objet
17	Maintien des MMR et barrières	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 8.5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 – émulseurs	AP Complémentaire du 14/07/2020, article 8.10.9	NC1	Sans objet
3	Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 – Détecteurs	AP Complémentaire du 14/07/2020, article 8.8.3	NC3	Sans objet
4	Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 – Maintenance préventive	AP Complémentaire du 14/07/2020, article 8.10.3	NC4	Sans objet
6	Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 – Protection foudre	AP Complémentaire du 14/07/2020, article 8.4.4	D1	Sans objet
8	Etat des stocks à l'usage du publique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
10	Seveso seuil haut – Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1	/	Sans objet
11	Seveso seuil haut – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1	/	Sans objet
12	Seveso seuil haut – Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 5	/	Sans objet
13	Seveso seuil haut – Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 6	/	Sans objet
14	Mécanisation	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 8.1.2	/	Sans objet
18	Défaillance des MMR et barrières	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 8.8.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux enjeux retenus suites aux constats consignés par l'inspection portent sur la consolidation de la connaissance des barrières de sécurité par le personnel de l'établissement et la

matérialisation de leur propriétés dans des consignes et procédures adaptées afin de garantir leur maintien dans le temps.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 – émulseurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/07/2020, article 8.10.9
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'émulseurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 (NC1)
Prescription contrôlée : Une réserve d'émulseur destinée à des moyens de pompage fixes ou mobiles, dont la quantité et l'emplacement sont définis si nécessaire dans le P.O.I., est également implantée à proximité du bassin de confinement.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la précédente inspection il avait été retenu qu'aucune réserve d'émulseur n'est implantée à proximité du bassin de confinement (NC1). Par courrier du 12/07/21, l'exploitant avait transmis un bon de commande pour la création d'un local, équipé d'un dispositif de chauffage, destiné à abriter le GRV d'émulseur. Dans le cadre du présent contrôle, l'inspection constate qu'un local a été mis en place à l'Est du local sprinklage, soit environ 75 m du bassin de confinement. Ce local type container est équipé d'un dispositif de chauffage et de rétention. Dans ce local est stocké un GRV plein (1000 litres), contenant de l'émulseur SKUM ARC 3 % x 3 % UG AR-AFFF. L'inspection retient que l'aménagement mis en place permet de répondre à l'obligation réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/07/2020, article 8.3.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Voies échelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 (NC2)
<p>Prescription contrôlée : Depuis cette voie 4 échelle 5, une échelle aérienne peut être mise en station sur une aire spécifique pour accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment et défendre chaque mur séparatif coupe-feu débouchant au droit d'une façade du bâtiment. L'aire de stationnement associée à une cellule respecte les caractéristiques suivantes : [...] l'aire est implantée hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers pour l'incendie de la cellule ;</p>
Constats : (C1) Des aires de stationnement échelle ne sont pas implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 kW/m ² .
<p>Observations : Lors de la précédente inspection il avait été retenu que l'ensemble des aires de stationnement échelle ne sont pas implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 kW/m². L'exploitant doit définir une nouvelle implantation de ces aires ou rechercher des dispositions organisationnelles, en accord avec le SDIS. Il devra informer l'inspection des installations classées du moyen retenu pour régulariser cet écart (NC2).</p> <p>Par courrier du 12/07/21, l'exploitant a rappelé que l'installation était construite et aménagée conformément aux plans contenus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale. Il justifie d'un courriel adressé au SDIS 45 le 07/07/21 afin de redéfinir les modalités d'intervention au regard de la situation d'implantation de certaines aires de stationnement échelle.</p> <p>Lors du présent contrôle, l'exploitant précise qu'à ce jour il n'a eu aucun retour défavorable du SDIS sur les modalités d'intervention proposées.</p> <p>L'inspection retient que les conditions d'exploitation de l'établissement sont susceptibles d'être rediscutées dans le cadre du traitement de la demande d'extension des installations. Le SDIS sera reconsulté dans ce cadre pour s'assurer que les moyens proposés par l'exploitant répondent à l'objectif recherché. Le cas échéant, ces dispositions pourront être intégrées dans un arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.</p> <p>Ecart maintenu dans l'attente de l'aménagement des prescriptions de l'acte en vigueur si justifié.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 – Détecteurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/07/2020, article 8.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des détecteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 (NC3)
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : Lors de la précédente inspection, il avait été retenu que l'exploitant ne tient pas à jour la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et ne détermine pas les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. (NC3).</p> <p>Par courrier du 12/07/21, l'exploitant a indiqué qu'il était nécessaire de mettre en place une DEF Box pour assurer la connectivité entre la centrale SSI et le portail web. Il s'engageait sur une échéance à septembre 2021</p> <p>Dans la cadre du présent contrôle, l'exploitant présente un système basé sur un logiciel de supervision mis en place par son prestataire DEF opérationnel.</p> <p>L'équipement permet d'afficher en temps réel la liste et l'état des détecteurs d'incendie et des centrales d'alarme associées, présents au sein de l'établissement (sprinkler, détection fumée et système phenix). Le logiciel conserve les enregistrements de l'ensemble des événements remontés à la centrale alarme ainsi que les interventions effectuées en réponse et les opérations de maintenance courantes.</p> <p>Tout déclenchement d'alarme et acquittement d'alarme génère un mail envoyé aux services maintenance et HSE de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 – Maintenance préventive

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/07/2020, article 8.10.3
Thème(s) : Risques accidentels, Système sprinklage
Point de contrôle déjà contrôlé : Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 (NC4)
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : Lors de la précédente inspection, il avait été retenu que l'exploitant ne fait pas vérifier selon une fréquence adaptée, par un organisme extérieur, le système d'extinction automatique à eau (sprinklage). Il devra transmettre à l'inspection de rapport du dernier contrôle réalisé par la société UXELLO IDF (NC4).</p> <p>Par courrier du 12/07/21, l'exploitant a transmis le compte rendu de vérification du système sprinkleurs du 25/03/21 produit par la société UXELLO suite à la visite du 15/03/21</p> <p>Le rapport conclut à l'absence d'anomalie sur le système sprinkleurs. Il retient les remarques suivantes :</p> <p># Remarque 1 : brasser le mélange antigel et compléter le taux d'antigel tous les ans et prévoir remplacement tous les 3 ans si nécessaire.</p> <p>Lors du présent contrôle, l'exploitant présente le rapport du dernier contrôle du produit antigel réalisé le 11/03/2021. Il présente également le contrat d'intervention de son sous-traitant (UXELLO / FM FRANCE contrat du 01/04/2020) qui stipule explicitement l'opération de mélange et de vérification de l'état de l'antigel. L'inspection conclut que cette remarque est satisfaite.</p> <p># Remarque 2 : Dans l'atelier de maintenance B1, ne rien stocker sous l'escalier de mezzanine ou ajourner marches Le traitement de cette remarque est développé dans le thème suivant</p> <p># Remarque 3 : Bâtiment B2 - côté local de charge - face allée 02021P - allée 905 P13 – spk poutre : sprinklers sous poutre à moins de 0,15 m du mur – prévoir éloignement. Bâtiment B2 allée 0212 prévoir déplacer têtes contre cloison + ajout têtes de l'autre côté de la cloison pour équilibrer déséquilibre. Bât B3A et B3B : pas de sprinklers sous les poutres Selon l'exploitant, le contrôle de ce point n'a pas été réalisé selon le bon référentiel. Ce point a été signalé à la société en charge de la vérification semestrielle. L'erreur aurait été corrigée lors de l'opération de vérification suivante. L'exploitant présente le rapport de vérification suivant, du 09/12/2021, dans lequel ces remarques ne sont effectivement pas reprises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 – Conception sprincklage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2021, article 8.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système sprinklage
Point de contrôle déjà contrôlé : Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 (NC4)
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre en fonction de la localisation de ceux-ci
Constats : (C2) L'atelier de maintenance B1 n'est pas doté de moyens adaptés aux risques à défendre.
Observations : Le compte rendu de vérification du système sprinkleurs du 25/03/21 produit par la société UXELLO suite à la visite du 15/03/21 retient : Dans l'atelier de maintenance B1, ne rien stocker sous l'escalier de mezzanine ou ajouter des marches. Lors du présent contrôle, l'exploitant précise que les marches de l'escalier ne sont pas pleines. Dès lors, il a considéré la remarque de l'organisme de contrôle infondée. Sur le terrain, l'inspection constate que les marches présentent des ouvertures limitées qui ne permettent pas de garantir l'efficacité de la tête sprinklage sus-jacente. Sous l'escalier est stocké du petit matériel (cartons, plastiques, etc.). La tête sprinklage située en rez-de-chaussée de la mezzanine ne permet pas d'atteindre cette zone où sont entreposées des matières combustibles. L'inspection retient donc que cette situation est contraire à l'article 8.10.1 de l'arrêté préfectoral du 22/06/2021 qui dispose que « L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre en fonction de la localisation de ceux-ci »
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 – Protection foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/07/2020, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance PDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Suites inspections des 25/11/2020 et 23/04/2021 (D1)
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de vérifier le paratonnerre de la cellule 3, et justifier que le défaut visuel (équipement tordu) ne remette pas en cause son caractère opérationnel. Il fait procéder, si nécessaire, à la remise en état du dispositif de protection ou à son remplacement. (D1). Par courrier du 12/07/21, l'exploitant a transmis un bon de réception suite à l'intervention du 24/02/21 de la société Etablissements Renard. Le document atteste que le paratonnerre est en bon état de fonctionnement et la hauteur de l'installation est conforme. La demande est donc satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Etat des stocks à usage de l'administration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks technique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
Constats : (C3) L'état des stocks n'inclut pas les déchets.
<p>Observations : L'exploitant présente l'état des stocks des matières dangereuses stockées sur site. Le document est daté du jour, à 05h01. Un plan des installations de stockage est associé à cet état des stocks.</p> <p>En revanche l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un document équivalent pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses.</p> <p>D'autres observations ont été consignées par l'inspection dans le cadre de ce thème qui relèvent des "informations sensibles". Elles sont détaillées dans la partie confidentielle du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etat des stocks à l'usage du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks simplifié
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant est en capacité de présenter une extraction d'un état des stocks « vulgarisé » par grandes familles (produits chimiques (matières premières) / produits cosmétiques (produits finis) / produits électroménagers, etc. Il est possible d'effectuer cette extraction par cellule de stockage. L'exploitant signale que pour le moment le dispositif n'est pas 'automatisé'.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Seveso seuil haut – Formation aux risques et aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 5 – alinéa 3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures aux risques et situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats : (C4) La fréquence de recyclage des formations pour plusieurs personnes du service maintenance n'est pas respectée</p>
<p>Observations : Les questions suivantes ont été abordées : Existe-t-il un plan de formation pour les personnels des entreprises extérieures ? Qui délivre le justificatif de formation ? Qui prend en charge la formation ? Par qui est-elle organisée ? La formation des entreprises extérieures est réalisée via la déclinaison du plan de prévention. Elle est assurée prioritairement par le service maintenance avec en back-up le service QHSE de l'établissement. Une trace numérique des plans signés est conservée par l'établissement FM. Lors du présent contrôle, l'inspection consulte le plan de prévention établi avec la société de nettoyage. Le plan de formation a été réalisé avec le responsable des équipes. Il est paraphé par la personne ayant reçu la formation. Le service maintenance dispose également des documents synthétiques que la société d'entretien a distribué auprès de ses collaborateurs. Ces documents ont été présentés aux agents d'entretien intervenant dans l'établissement, dans le cadre d'une « causerie ». L'inspection constate que le document reprend sous la forme de pictogrammes visuels les principaux risques de l'établissement et les comportements à tenir en cas d'incident/accident. Il est également relevé que le document est signé par les agents d'entretien. - A quel(s) moment(s) ces formations ont-elles lieu ? Le plan de prévention est établi dans les bureaux du service maintenance avant toute intervention sur site d'une société externe. - Sont-elles renouvelées et si oui, à quelle fréquence ? Oui, un renouvellement est nécessaire tous les ans pour les sociétés externes - Comment l'exploitant garde-t-il la trace des formations suivies par chaque personne concernée (tenue d'un registre, base de données) ? Tous les documents sont scannés et le plan de prévention signé est remis au prestataire - Comment l'exploitant s'assure-t-il que les personnes qui interviennent sur l'installation sont correctement formées ? Des audits en interne sont effectués par le service QHSE qui vient en contrôle de second niveau pour vérifier la bonne application des consignes.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures aux risques et situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : Les questions suivantes ont été abordées :</p> <p>En matière d'organisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelle est l'organisation en matière de maîtrise des risques d'accident majeur dans le cadre des opérations de maintenance sous-traitées ? <p>L'organisation s'appuie sur une action coordonnée des services maintenance et QHSE</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant dispose t-il d'une liste des sous-traitants qui interviennent lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations ? <p>L'établissement ne dispose pas d'équipements supposant de flécher un agent justifiant d'une technicité spécifique et unique. Le pré-fléchage se fait à l'échelle d'une société prestataire. Les contrats avec les prestataires sont gérés au niveau du groupe FM France.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Y a-t-il une différenciation entre travaux programmés (visite décennale, maintenance tuyauterie pluriannuelle, etc.) et travaux urgents / réparations ? <p>Oui en matière de suivi et de gestion. Les travaux programmés sont pré-cadrés selon la fréquence d'intervention permettant d'enregistrer une date limite d'intervention à respecter.</p> <p>Les interventions urgentes sont inscrites sur l'agenda du service maintenance. Pour chacune de ces interventions, il est renseigné le nom de l'intervenant et la société d'appartenance. Ces informations sont envoyées par mail au poste de garde pour autoriser l'intervenant à rejoindre le bureau de la maintenance.</p> <p>L'exploitant illustre son propos par la présentation des données enregistrées pour une intervention de la société DEF le 03/10/22.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelle est la formation / information délivrée aux personnels des entreprises extérieures concernant les risques d'accidents majeurs ? <p>Confer thème précédent.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Y-a-t-il une formation / information complémentaire spécifique délivrée aux personnels des entreprises extérieures amené à intervenir sur des MMR ou des équipements à risque ? <p>Confer thème précédent.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La procédure « formation » du SGS définit-elle une fréquence de renouvellement des formations ? <p>Oui, tous les 2 ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Maîtrise des procédés et d'exploitation lors des opérations sous-traitées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]</p>
Constats : Pas d'écart relevé
<p>Observations : - Quels sont les critères de décision qui conduisent à sous-traiter les opérations d'entretien et de maintenance ? Sélection des prestataires réalisée au niveau de la Direction Fonctionnelle Maintenance France. - Ce choix est-il encadré par une procédure ? / Y-a-t-il des critères spécifiques dans le type de sous-traitance retenu (selon postes à risques ou interventions sur MMR, interdiction intérim, sous-traitance en cascade) et pour le choix des sous-traitants intervenant sur le site ? Pas de procédure gérée au niveau du site FM France d'Escrennes. - Comment sont encadrées les mesures de mise à disposition des équipements ? (consignation, identification, traçabilité, enregistrements...) ? / Quelles sont les mesures de validation de la préparation des opérations sous-traitées ? Le service Maintenance du site FM France est chargé de préparer les conditions de l'intervention. Il établit ensuite avec le prestataire la check list du matériel de sécurité dont l'exploitant doit se doter en fonction des risques intrinsèques à la nature de l'intervention et au lieu d'intervention (bâche ignifugée, extincteur, etc.). Le contrôle de ce matériel par le service maintenance de FM France porte uniquement sur l'exhaustivité du matériel. L'exploitant pourrait utilement étendre le champ des points vérifiés sur la conformité des équipements, notamment eu égard aux vérifications périodiques. - Quel est le processus d'habilitation, qualification ou d'homologation des entreprises extérieures (exigences, critères, organismes tiers, modalités de vérification) ? Géré en amont par la Direction Fonctionnelle Maintenance France. - Comment est gérée par l'exploitant l'intervention des entreprises extérieures sur le site, notamment la co-activité avec plusieurs entreprises extérieures intervenant simultanément ? Un technicien de maintenance du site FM France est présent en permanence, tout le long du temps d'intervention du prestataire. Cet agent est à la fois chargé de la supervision et du déclenchement des procédures d'alerte en cas d'incident. - Quelles sont les mesures d'autorisation de travail des opérations sous-traitées (permis de travail, permis de feu...) ? L'exploitant établit-il des plans de prévention journaliers pour l'intervention des entreprises extérieures ? Des permis de feu en cas de travaux par point chaud ? Confer thème précédent - Quelles sont les mesures de validation de la réalisation des opérations sous-traitées (systèmes de vérification / validation, points d'arrêts, traçabilité et enregistrements) ? Quelles sont les dispositions mises en œuvre pour surveiller le respect des opérations sous-traitées et traiter les écarts constatés ? (audits de terrain) L'audit porte sur les consignes de sécurité. En revanche, aucun audit sur les prestations effectuées n'est effectué par les équipes de maintenance ou QHSE de l'établissement (confer thèmes 15 à 18). - L'exploitant dispose-t-il de procédures pour les installations/équipements dont l'entretien et la maintenance sont sous-traitées ? Ces procédures définissent-elles clairement les consignes à respecter par les sous-traitants ? Aucune procédure relative aux conditions d'entretien / maintenance des barrières de sécurité n'est mise en place (confer thèmes 15 à 18).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures et exercices aux situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Pas d'écart relevé
<p>Observations : - Comment les personnels des entreprises extérieures sont-ils informés sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, ainsi que sur la mise en œuvre des moyens d'intervention (transmission des éléments du POI, information sur le schéma d'alerte) ? À la fois par les consignes préalables précisées dans le plan d'intervention (type d'alarme, conduite d'évacuation à respecter) et par le personnel du service maintenance présent au moment de l'intervention.</p> <p>Par qui ? Par le service maintenance de l'établissement FM France d'Escrennes A quelle périodicité ? Au moment de la signature du plan de prévention soit au plus 1 fois par an Quel contenu ? Confer thème précédent</p> <ul style="list-style-type: none"> - La procédure mise en place par l'exploitant est-elle bien articulée avec le POI ? Oui dans la mesure où l'exploitant déclare que les prestataires ne sont jamais seuls et qu'ils ne sont pas mobilisés en cas de déclenchement du POI (action se limite à se mettre en sécurité au niveau des points de rassemblement). - Des exercices sont-ils programmés ou réalisés en association avec les personnels des entreprises extérieures ? Des exercices ont déjà eu lieu avec du personnel de société extérieures présentes sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Seveso seuil haut – Surveillance des performances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Indicateurs de suivi relatif aux entreprises extérieures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : Ce thème contient des informations sensibles traitées dans la partie confidentielle du présent rapport
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2021, article 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Récolement de la cellule 5b
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La cellule 5b est aménagée selon les conditions spécifiques suivantes :</p> <p># Le stockage en racks est limité à une rangée toute hauteur jusqu'à 8 mètres, positionnée le long des parois de la cellule ;</p> <p># Le reste de la cellule est occupé par un stockage sur un seul niveau dont la hauteur n'excède pas 2 mètres et par une chaîne mécanisée de préparation et de finalisation de commandes Cette chaîne mécanisée est conçue dans le respect des dispositions qui suivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les moteurs sont capotés afin de limiter l'accumulation de poussières. Ils sont équipés de disjoncteurs permettant une détection précoce de toute surchauffe. En cas de surchauffe, les disjoncteurs coupent automatiquement les moteurs. L'armoire électrique de la chaîne de mécanisation est raccordée à la centrale incendie de la cellule. En cas de déclenchement de la centrale incendie, l'alimentation de l'ensemble de la chaîne de mécanisation est coupé ; * Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive. Les matériels sont conformes aux dispositions de l'article 8.4.2 du présent arrêté ; * Les transporteurs sont munis de dispositifs d'arrêt d'urgence permettant d'interrompre leur fonctionnement depuis plusieurs points de la cellule. Ces dispositifs d'arrêt d'urgence sont accessibles maintenus accessibles en toutes circonstances et facilement identifiables. Les transporteurs à bande sont interdits ou conçus de sorte qu'il ne puisse constituer un vecteur de propagation d'un incendie ; * Les équipements de filmage thermorétractable sont interdits. <p>L'aménagement de la cellule 5b est conçu pour ne pas remettre en cause l'efficacité du système d'extinction automatique d'incendie. Le cas échéant, le réseau est complété pour permettre le déclenchement et l'extinction précoce de tout départ d'incendie, en tout point de la cellule.</p> <p>Les équipements ne constituent pas une gêne pour l'évacuation du personnel et la circulation des services d'intervention en cas d'incendie.</p>
Constats : Pas d'écart relevé
<p>Observations : Les constats suivants sont consignés lors du contrôle de la cellule 5b</p> <ul style="list-style-type: none"> - stockage en racks est limité à une rangée toute hauteur jusqu'à 8 mètres, positionnée le long des parois de la cellule Équipement non mis en place. -Sont présents dans la cellule : # un stockage sur un seul niveau dont la hauteur n'excède pas 2 mètres Dispositif de type étagère dont la hauteur respecte la valeur maximale autorisée. # une chaîne mécanisée de préparation Mise en service # une chaîne de finalisation de commandes Mise en service - Les moteurs sont capotés Présence de capotage confirmée. L'inspection ne relève pas de présence de poussière sur les équipements des chaînes mécanisées. - les moteurs sont dotés de disjoncteurs pour détecter surchauffe Selon les déclarations de l'exploitant, les équipements sont tous équipés pour détecter les surcharges et les surintensités - les disjoncteurs coupent automatiquement les moteurs Selon les déclarations de l'exploitant des disjoncteurs sont en place sur chaque tronçon de la ligne, permettant de disjoncter la ligne, tronçon par tronçon, de manière indépendante. - l'armoire électrique de la chaîne de mécanisation est raccordée à la centrale incendie de la cellule L'inspection constate que l'armoire électrique générale présente dans la cellule est raccordée à la centrale incendie - En cas de déclenchement de la centrale incendie la chaîne d'action conduit à couper ensemble chaîne de mécanisation

Dans le cadre du présent contrôle il n'a pas été possible de réaliser un test du dispositif de coupure (opération de préparation en commande en cours). L'exploitant déclare que des tests sont réalisés en interne afin de vérifier la conformité de ce point.

- Présence hors chaîne de dispositifs pour interrompre l'alimentation électrique de l'installation

La présence de dispositifs de coupure d'alimentation positionnés en dehors de la chaîne est constatée en inspection. L'exploitant déclare que l'actionnement de ces dispositifs ne coupe pas l'alimentation des matériels de sécurité

- Présence de dispositifs d'arrêt d'urgence sur les transporteurs

L'inspection constate que plusieurs dispositifs de type déclencheurs manuels sont disposés de tout le long de la chaîne. Il n'a pas été possible de tester ces dispositifs dans le cadre du présent contrôle.

L'inspection relève que ces dispositifs sont accessibles et facilement identifiables.

- Les transporteurs à bande sont interdits ou conçus de sorte qu'il ne puisse constituer un vecteur de propagation d'un incendie

L'inspection constate que quelques bandes transporteuses sont positionnées sur la ligne, au niveau des changements de paliers. Ces bandes couvrent des secteurs d'au plus 1,5 m de longueur. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le matériau de la bande est non propagateur de flamme. Aucune mention n'est trouvée sur les bandes.

- Les équipements de filmage thermorétractable sont interdits

L'inspection constate l'absence de machine de filmage thermorétractable.

- L'aménagement de la cellule 5b est conçu pour ne pas remettre en cause l'efficacité du système d'extinction automatique d'incendie.

L'exploitant déclare qu'il n'a pas été nécessaire de renforcer le réseau d'extinction automatique d'incendie. L'inspection relève que l'armoire électrique générale de la chaîne est équipée d'un dispositif d'extinction indépendant. Sur le terrain, l'inspection ne détecte pas d'obstacle au dispositif sprinklage.

- Les équipements ne sont pas des gênes pour l'évacuation du personnel et la circulation des services d'intervention en cas d'incendie

L'inspection ne constate pas de stockage susceptible d'entraver la circulation du personnel. La chaîne est entrecoupée de dispositifs du type « pont-levis » manuels permettant au personnel de circuler au travers de la chaîne. Un test de circulation au milieu de la chaîne est réalisé lors de la présente inspection. Il est constaté que l'actionnement du dispositif de type « pont-levis » coupe instantanément un tronçon.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Système de gestion de la sécurité - Sonde de détection gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Ateliers de charge
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [..] L'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.
Constats : (C5) L'arrêt de la ventilation des locaux de charge des chariots n'interrompt pas l'opération de charge en cours.
Observations : Dans le cadre de la présente inspection il a été demandé à l'exploitant de réaliser un test d'arrêt de la ventilation du local de charge Sud (local adjacent à la cellule Q) au niveau de l'armoire électrique. Après arrêt de la ventilation par le responsable maintenance, les constats suivants sont réalisés : Arrêt de la charge des chariots - Non L'ensemble des postes de charge reste alimenté en électricité et l'information indique une charge en cours sur les écrans de contrôle
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Connaissance des MMR et barrières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2021, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise de la connaissance de la barrière de sécurité, par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. [...]</p> <p>Cette liste est intégrée dans le système de gestion de la sécurité.</p>
<p>Constats : (C6) L'exploitant n'identifie pas les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p>
<p>Observations : Le traitement de ce thème s'appuie sur une barrière de sécurité spécifique à l'établissement. Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans l'annexe II confidentielle du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Maintien des MMR et barrières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2021, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien dans le temps de l'efficacité de la barrière de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes ou modes opératoires sont intégrés au système de gestion de la sécurité. Sont notamment définis : - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, - le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.
Constats : (C7) Les consignes ou modes opératoires intégrés au système de gestion de la sécurité sont insuffisamment documentés.
Observations : Le traitement de ce thème s'appuie sur une barrière de sécurité spécifique à l'établissement. Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la annexe II confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Défaillance des MMR et barrières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2021, article 8.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des situations dégradées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Etat des stocks à usage de l'administration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Information confidentielle :

L'exploitant précise qu'il est en capacité de produire à tout instant un état des stocks actualisé en temps réel depuis un serveur déporté. Cet état des stocks est disponible à l'accueil de l'établissement (qui le cas échéant sert de centre de pilotage du POI). L'exploitant fait une démonstration de cette extraction en direct lors du présent contrôle.

Cet état des stocks concerne les substances et produits entreposés par FM FRANCE pour le compte de ses clients, qu'il s'agisse de matières dangereuses ou de produits combustibles 'standard' (sacs en papier d'emballage, tabliers, etc.).

Par ailleurs, l'exploitant signale avoir amélioré la précision des informations tenues à dispositions des services d'intervention via l'intégration dans ses extractions de codes à double classement pour permettre de donner les éventuelles mentions de dangers secondaires d'une substance ou d'un produit. Cette information est apportée par l'adjonction d'un code spécifique à la suite de la rubrique ICPE (par exemple, un produit dangereux pour l'environnement et inflammable avec un point éclair inférieur à 60°C est identifié 4510F ou 4511F et un produit dont le point éclair est compris entre 60°C et 93°C est noté 4510C1 ou 4511C1).

L'inspection retient que cette information constitue un plus dans l'information mise à disposition des services d'urgence. L'exploitant doit cependant veiller à ce que la table des matières précisant la signification des codes spécifiques soit ajoutée au POI pour que le SDIS et l'inspection y aient immédiatement accès.

Concernant le plan associé, l'inspection note que celui-ci a été amendé d'informations complémentaires pour tenir compte du retour d'expérience du dernier exercice POI/PPI de l'établissement qui s'est tenu en 2021 (par exemple le degré de résistance des murs coupe-feu et distance des flux thermiques générés en cas d'incendie des cellules). Ce nouveau plan a été transmis au SDIS. Il est intégré à la pochette POI et disponible sur le serveur déporté.

L'exploitant pourrait utilement rajouter dans la légende les intensités des flux thermiques et utiliser un autre code couleur afin de prévenir toute confusion avec le degré de résistance des murs coupe-feu.

Concernant les autres matières combustibles y compris les déchets, l'exploitant est en capacité de produire un état des stocks des 'consommables' présents sur site (films plastiques, cartons, palettes, etc.) et nécessaires au fonctionnement de la plateforme logistique. Cet état des stocks est disponible sur un fichier spécifique à la disposition du chef d'établissement et n'est pas accessible via une extraction automatisée comme pour les matières dangereuses. Le Directeur est en capacité de préciser les cellules et travées dans lesquelles ses consommables sont stockés. L'exploitant doit travailler à une procédure commune de mise à disposition des informations sur l'état des stocks des matières combustibles 'standard' et des matières dangereuses.

Concernant les déchets, aucun état des stocks n'est disponible (même maximisé, basé sur la capacité maximale des contenants présents dans les aires dédiées). Ceci constitue un écart à la réglementation.

Concernant l'analyse du contenu de l'état des stocks, l'inspection retient que les principaux produits et substances dangereuses présentes concernent les liquides inflammables (4331 et 1436) et les dangereux pour l'environnement (4510 et 4511). Aucun dépassement des seuils autorisés n'est constaté. L'exploitant est sensibilisé sur les rouges à lèvres dont le retour d'expérience montre qu'ils sont susceptibles de relever d'un classement au titre de la rubrique 1450 de la nomenclature des ICPE.

Nom du point de contrôle : Seveso seuil haut – Formation aux risques et aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 5 – alinéa 3

Information confidentielle :

- Le contenu des formations est-il adapté aux risques des installations ?

L'inspection retient que le plan de prévention contient les informations suivantes :

Il est clairement mentionné qu'il s'agit d'un établissement Seveso ;

Un item spécifique à la sûreté, qui explicite les conditions et limitations d'accès au site ;

Un item relatif aux consignes à suivre en cas de déclenchement d'un signal incendie ;

Un rappel des interdictions (apport de flamme nue, etc.) ;

La nature des dangers susceptibles d'être présents sur site compte tenu des substances et produits autorisés ;

Les consignes de vigilance vis-à-vis de certaines barrières de sécurité (ne pas bloquer les portes d'évacuation, etc.) ;

Un item relatif aux risques spécifiques à l'intervention du prestataire externe, et tenant compte du matériel utilisé ;

Des consignes en cas d'incident, notamment en cas de casse d'un produit stocké par FM FRANCE ou du déversement accidentel d'un produit d'entretien déversé par l'agent. Systématiquement, la consigne est d'informer le service maintenance de FM ;

Un plan du site sur lequel est matérialisé la ou les zones où la prestataire externe est autorisé à intervenir.

L'inspection retient que le contenu de la formation, qui s'appuie sur une matérialisation par le plan de prévention, est complète. Elle est déclinée aux enjeux spécifiques liés aux types d'intervention.

Dans le cadre du présent contrôle, l'inspection a également consulté un plan de prévention impliquant la délivrance d'un permis feu.

Les permis feu sont délivrés pour une intervention au plus entre 8h00 et 12h00 pour permettre un contrôle post-intervention 4h00 après la fin du chantier. L'exploitant déclare que dans la mesure du possible, il s'efforce à proscrire les interventions nécessitant la délivrance d'un permis feu (au plus 6-7 par an).

Le permis feu consulté concerne une intervention pour soudure. Le document est signé du 25/07/2022.

Le document présenté est correctement renseigné par rapport aux risques. Il trace un contrôle post-intervention à 17h15 par le personnel FM.

- La documentation relative à la formation et au suivi des connaissances des personnes formées est-elle tenue à jour et disposition de l'inspection des installations classées ? (liste des participants, durée de validité de la formation ou des habilitations délivrées à la suite d'une formation, etc.)

Le plan de prévention dans sa version vierge et dans ses versions paraphées par les intervenants externes sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'inspecteur note que le plan de l'établissement annexé au plan de prévention, pour positionner le lieu d'intervention, est à jour.

- Modalités de formation du personnel FM en charge de délivrer les formations aux sociétés externe ?

La formation du personnel du service maintenance de FM est assurée en interne par le service QHSE. Les documents cadres prévoient un renouvellement-recyclage à faire tous les 2 ans.

L'inspection consulte le registre des formations internes.

Il est relevé lors du présent contrôle que le délai de recyclage pour plusieurs personnes du service maintenance est dépassé.

L'exploitant doit, dans les meilleurs délais, procéder au recyclage des formations de son personnel du service maintenance.

Nom du point de contrôle : Seveso seuil haut – Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1

Information confidentielle :

- Le personnel des entreprises extérieures est-il identifié selon les missions confiées ? (positionnement par rapport aux mesures de maîtrise des risques ou équipements à risque) Comment l'exploitant sélectionne les sous-traitants qui interviennent sur les MMR ? Le cas échéant, y a-t-il des procédures spécifiques ?

Ces aspects sont gérés par le contrat cadre établi au niveau national pour une durée pouvant aller de 1 à 3 ans.

En matière de formation

- Comment l'exploitant assure-t-il la formation ou s'assure-t-il de la formation des personnels des entreprises sous-traitantes et/ou des personnels des sociétés de gardiennage ?

Formation assurée par le personnel maintenance faite par service QHSE

Nom du point de contrôle : Seveso seuil haut – Surveillance des performances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 6

Information confidentielle :

Gestion du retour d'expérience :

- Comment est formalisé le retour d'expérience relatif aux sous-traitants ?

(« classement » / black-listage des sous-traitants)

Il n'existe pas de liste noire des prestataires. En revanche, un retour d'expérience tiré de la qualité des prestataires est réalisé et remonté au niveau national avec pour conséquence des changements de prestataires en cas de retours défavorables.